

**Communiqué du médialab – 26 avril 2024**

Dans la nuit du mercredi 24 avril, la direction de Sciences Po a fait intervenir les forces de police pour déloger les étudiant·es rassemblé·es en solidarité avec la Palestine. L'intrusion de la police, ainsi que le recours croissant aux convocations d'étudiant·es dans le cadre de commissions disciplinaires, marquent de dangereux précédents dans la vie de notre institution. Répondre par la force à une mobilisation pacifique de nos étudiant·es est en dissonance avec les valeurs universitaires, et fait courir des risques disproportionnés à l'intégrité de nos étudiant·es.

Nous, membres du médialab, exprimons notre vive inquiétude devant la criminalisation de certains mouvements sociaux, en particulier ceux liés aux souffrances du peuple palestinien. Nous nous inquiétons aussi des diverses formes d'ingérence gouvernementale au sein de notre institution, à l'image de l'irruption brutale du Premier Ministre au conseil d'administration de la FNSP le mois dernier, dénoncée par l'ensemble des responsables de la communauté académique de Sciences Po.

Nous exprimons notre profond attachement à la liberté d'expression et de mobilisation des étudiant·es sur le campus. Nous alertons des dangers que les mesures répressives font peser sur les étudiant·es, et appelons l'administration à tout faire pour mettre en oeuvre un dialogue impliquant l'ensemble des communautés de Sciences Po.

Les membres du médialab